

Débat

Langues nationales: «Tabler sur l'enseignement bilingue»

Les Nidwaldwiens ont refusé dimanche 8 mars, à 61 %, d'abolir l'enseignement de deux langues étrangères à l'école primaire (français et anglais). Ont-ils bien fait? L'avis du spécialiste François Grin sur ce débat central de l'identité helvétique.

**PAR ALAIN MAILLARD**

— 10.03.2015

Simonetta

(http://w

sommari

François Grin n'est pas un pédagogue. Professeur d'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation (FTI) de l'Université de Genève, il s'intéresse toutefois depuis longtemps à l'enseignement des langues. Le vote de Nidwald, pour lui, est «une très bonne nouvelle, à ne pas laisser passer. Il permet de supposer que les votants ont manifesté leur conscience du fait que la Suisse est un «projet politique» unique, qui repose sur un engagement de tous; peut-être même peut-on espérer qu'ils se sont dit que la langue française et la francophonie LEUR appartiennent un petit peu, tout comme la langue allemande et la germanophonie nous appartiennent un petit peu, grâce à notre lien, même occasionnel, avec la Suisse alémanique. Tout cela est à cultiver et encourager, et la première chose à faire pour les Romands est simplement de dire merci aux Nidwaldiens.»

Mais au-delà de la dimension nationale et politique, que vaut l'enseignement précoce des langues? Est-ce un échec? En octobre dernier, François Grin a publié un dossier très complet intitulé «Le débat sur les langues en quinze questions: arguments, faits et chiffres» (<http://www.sept.info/wp-content/uploads/2015/03>

UDC

[/Le-debat-sur-les-langues-en-Suisse.pdf](#)). Avec son autorisation, SEPT.info en reproduit ici deux extraits.

Les langues nationales doivent-elles absolument être enseignées dès l'école primaire?

A priori, ou plutôt in abstracto, il n'est pas nécessaire d'aborder l'enseignement de telle ou telle langue (français, anglais, allemand, ou autre) avant tel ou tel âge. Après tout, le passé n'est pas si lointain où la plupart des écoles publiques, en dehors des régions de langue italienne ou romanche ou dans quelques communes bilingues comme Bienne, n'offraient aucun cours de langue étrangère avant l'âge de douze ans environ, coïncidant souvent avec l'entrée dans le cycle dit «Secondaire I». La cohésion nationale y a parfaitement survécu. Pourquoi cela ne marcherait-il pas aussi maintenant? Pourquoi ne pas enseigner l'anglais dès l'âge de quatre ou cinq ans, et attendre l'âge de onze ou douze ans pour les langues nationales? Somme toute, c'est exactement ce que préconisent divers commentateurs, qui élèvent même cette formule au rang de solution «pragmatique» (terme manipulateur s'il en fut).

In abstracto, d'accord. Mais ce n'est jouable qu'à deux conditions. La première, c'est qu'une langue nationale introduite plus tardivement dans le curriculum soit enseignée dans des conditions extrêmement favorables en termes de dotation horaire, de formation des enseignants, de soutien aux apprentissages, de recours à l'enseignement par immersion, d'encouragement aux échanges et aux séjours linguistiques, etc.

Or faire l'hypothèse de conditions aussi favorables est totalement irréaliste. Nous savons tous que les autorités des cantons qui reportent l'enseignement du français au secondaire n'auront pas, en échange, les moyens financiers ou politiques de le doter davantage. Et qui peut croire qu'une langue réputée plus difficile, moins populaire que l'anglais auprès des élèves, et enseignée plus tard, finira par être apprise mieux qu'avant? C'est une plaisanterie. Protester vertueusement que le report de l'enseignement des langues nationales ne remet pas en cause leur apprentissage dans son principe, et qu'on pourra les apprendre tout aussi bien, voire mieux, dans un deuxième temps, c'est faire preuve de beaucoup d'optimisme, ou de naïveté, ou de malhonnêteté; et c'est surtout se donner bonne conscience à bon compte.

Il est pratiquement impossible que le report de l'enseignement des langues nationales ne débouche pas sur une érosion des niveaux de compétence dans ces langues.

Car personne n'est dupe: repousser l'enseignement du français de l'enfance à la jeune adolescence est certainement le prélude, à court ou moyen terme, à en faire une branche purement facultative. C'est là un choix possible, mais il faut être honnête sur les objectifs que l'on poursuit quand on prend (ou quand on soutient) de telles décisions, et sur les effets qui en découleront. Il est pratiquement impossible que le report de l'enseignement des langues nationales ne débouche pas sur une érosion des niveaux de compétence dans ces langues. Et, comme on l'a vu, ceci ne peut pas rester sans conséquences sur la substance et la viabilité de notre projet politique. Prétendre qu'on peut donner la préséance à l'anglais sans que cela entraîne quelque autre effet, sans que cela ait un coût, est une position dépourvue de toute crédibilité.



En août 2014, les élus du Groupe socialiste des Chambres posaient sur la Place fédérale à Berne en faveur du maintien de l'apprentissage de deux langues nationales à l'école primaire.

L'enseignement des langues nationales reste un échec. Pourquoi ne pas y renoncer une fois pour toutes?

L'enseignement des langues nationales livre des résultats décevants, mais il existe toute une panoplie de stratégies qui permettraient de renforcer son

efficacité. Encore faut-il le vouloir et bien choisir ses priorités. Les chiffres du dernier recensement fédéral indiquent que les Suisses savent et utilisent plusieurs langues de façon régulière, et que 40% à 50% d'entre eux peuvent être considérés comme bilingues. Il reste que le niveau acquis par les jeunes gens en langues nationales reste bien en-deçà de ce que l'on aurait pu attendre.

Mais ce dont nous devrions tout spécialement nous soucier dans l'enseignement des langues, ce sont des questions de perception et d'image. Comme le montrent les résultats d'une récente enquête auprès des jeunes gens qui se présentent au recrutement qui précède l'école de recrues, l'image de l'enseignement des langues nationales est assez désastreuse, sauf auprès d'une petite frange de convaincus. Sur plus de 36'000 répondants, 62% estiment que la «première autre langue nationale» n'est pas nécessaire à la formation (contre 38% qui pensent qu'elle l'est); l'un des chiffres les plus préoccupants, c'est que 77% considèrent que l'enseignement de cette langue n'était pas stimulant et intéressant (contre un petit 23% qui déclarent le contraire).

**La Suisse est riche d'une tradition
pédagogique de tout premier ordre.**

Quelles sont les conséquences qu'il faut en tirer? Celle qu'il faudrait baisser les bras? Avant de se désespérer, rappelons qu'on ne fait pas forcément beaucoup mieux en mathématiques, mais personne n'en tire argument pour dire qu'il faudrait reporter l'enseignement des mathématiques ou cesser carrément d'enseigner cette matière. Ne faut-il pas plutôt en déduire qu'il faut se donner les moyens de réussir?

Premièrement, il faut absolument dépoussiérer l'enseignement des langues nationales en le liant plus directement à des réalités de terrain. Certes, c'est difficile, et plus difficile assurément à Frauenfeld, Stans ou Vevey qu'à Bâle, Brigue ou Fribourg. Plus on est près de la frontière linguistique, plus les échanges et contacts du quotidien peuvent être intégrés à la démarche pédagogique. Quand on est loin de cette frontière, il faut être créatif et faire flèche de tout bois: échanges occasionnels, médias audiovisuels, mise en évidence des contacts possibles à l'avenir grâce au voyage... La Suisse est riche d'une tradition pédagogique de tout premier ordre, et elle compte nombre d'enseignants de langue enthousiastes et compétents dans toutes les régions du pays; ils doivent

absolument être soutenus dans leurs efforts, sans négotier sur les moyens qu'on leur accorde. Leur importance pour l'avenir de la Suisse ne saurait être surestimée.

Deuxièmement, il convient de tabler, dès que possible et autant que possible, sur l'enseignement bilingue, dit aussi en immersion partielle. Le principe est bien connu: certaines matières (disons: un bon tiers du programme) sont enseignées non pas dans la langue maternelle de l'apprenant, mais dans la langue cible, celle qu'on veut enseigner. En Suisse, on a généralement introduit cette formule «par le haut», c'est-à-dire que des filières bilingues sont proposées dans le cadre gymnasial, pour les années qui précèdent la maturité. Compte tenu du manque de moyens, et notamment du manque d'enseignants, c'était là un choix judicieux. Mais ces filières ne réussissent de loin pas à répondre à la demande. Il faut donc – c'est une priorité – étendre cette offre, horizontalement et verticalement.»